

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Du Pays de Pont-Château – St Gildas des Bois

Délibération du Conseil Communautaire

Nombre de membres en exercice :	42
Nombre de membres présents :	35
Nombre de suffrages exprimés :	38
VOTES : Contre 0 Pour 38 Abstentions 0	
Date de convocation : 09/01/2026	
DELIBERATION N°2026-001	

L'an **DEUX MILLE VINGT SIX**, le quinze janvier.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Pont-Château St Gildas-des-Bois,

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle du conseil de la Communauté de Communes slse 02 rue des Châtaigniers – 44160 Pontchâteau.

sous la présidence de : Jean-Louis MOGAN

secrétaire de séance : Philippe JOUNY

Ont répondu à l'appel :

<u>Crossac</u> :	MM. Olivier DEMARTY, Jean-Luc JAHAN, Mmes Laurette LEMESTRE, Marie-Anne PIED,
<u>Drefféac</u> :	MM. Philippe JOUNY, Daniel CHÂTEAU, Mme Valérie LAMACQ,
<u>Guenrouët</u> :	MM. Frédéric MILLET, Sylvain ROBERT, Teddy LE SOLLIEC,
<u>Missillac</u> :	MM. Jean-Louis MOGAN, Jean-François VIGNARD, Didier BROUSSARD, Mmes Audrey CHATAL, Caroline BORNE,
<u>Pont-Château</u> :	MM. Stéphane POILVÉ, Raphaël CONDÉ-JIMENEZ, Mmes Danielle CORNET, Sylvie MORAND, Sylvie FUSELLIER, Ellane RENAUT, Muriel MAHÉ,
<u>St Gildas des Bois</u> :	MM. Jean-François LEGRAND, Jean-Philippe BONOUVRIER, François ROUSSEAU, Mmes Dominique FRASLIN, Patricia ROY,
<u>Ste Anne sur Brivet</u> :	MM. Jacques BOURDIN, Jean-Pierre MEIGNEN, Mmes Nadine COUERON, Karine HERVY,
<u>Ste Reine de Bretagne</u> :	MM. Michel PERRAIS, Jean-Pierre QUERAUD,
<u>Sévérac</u> :	M. Didier PÉCOT, Mme Émilie TRANCHANT.

Absents :

M. Philippe ROUAUD	donne procuration à	M. Stéphane POILVÉ	pour voter en son nom
M. Céline GANACHEAU	donne procuration à	M. Jean-Pierre QUERAUD	pour voter en son nom
Mme Véronique PATE-PONDAVEN	donne procuration à	M. Frédéric MILLET	pour voter en son nom
Mme Claudine GUILLET (excusée), Stéphane MÉREL Françoise CRAND Erwan TANNEAU			

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

OBJET : Approbation du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté de communes du Pays de Pontchâteau / Saint-Gildas-des-Bois

Par délibération du 1^{er} décembre 2022 et 28 septembre 2023, la Communauté de communes a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et en a défini les modalités de concertation. La révision a eu pour objectifs de prendre notamment en compte les nouveaux enjeux locaux et intégrer les récentes études et schémas cadres du territoire pilotés durant la période de la mandature (PLH, PCAET, Schéma de Mobilité, Réactualisation des Zones humides et élaboration d'un inventaire bocager), d'intégrer les enjeux de maîtrise de gestion économe de l'espace et de sobriété foncière dans la perspective de la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021.

Lors de la phase d'étude du projet de SCoT, le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement ont permis de faire émerger des enjeux majeurs pour orienter le développement du territoire du Pays de Pontchâteau/Saint-Gildas-des-Bois pour les 20 prochaines années.. Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), dont les orientations ont été débattues en Conseil Communautaire le 19 décembre 2024, a été construit à la suite des enjeux qui sont ressortis du diagnostic territorial à savoir :

- Un territoire à la croisée des paysages, qui dispose d'une forte diversité paysagère et environnementale qu'il s'agit de préserver en tenant compte des grands défis climatiques et énergétiques.
- Un territoire entre maillage et mitage, qui dispose d'une accessibilité privilégiée (RN165 et voie ferrée avec 4 gares) induisant un fonctionnement avec les territoires voisins (l'ensemble de l'intercommunalité est situé dans la zone d'emploi de Saint-Nazaire) par le biais de la voiture individuelle. Avec plus de la moitié des habitants résidant hors bourg, le sujet de la mobilité s'associe également aux enjeux du maintien de la vitalité des centralités et de la cohérence du développement économique.
- Un territoire familial en transition, où les couples avec enfants sont les ménages les plus nombreux, mais dont la représentativité diminue en faveur des ménages d'une personne (notamment au regard du vieillissement de la population). Le parc résidentiel est homogène avec essentiellement des maisons individuelles de grande taille, ce qui, couplé à l'augmentation des coûts de l'immobilier et à la forte attractivité du territoire, rend difficile l'accès au logement pour toute une partie de la population.

Sur la base de ces enjeux, mais aussi au regard des défis à relever pour les prochaines décennies, les élus ont fixé le cap du Projet d'Aménagement Stratégique autour de 3 axes en s'appuyant sur la notion de « territoire d'accueil ».

- Un territoire ressources et résilient : s'inscrire dans une démarche de transition et de respect du cadre de vie
- Un territoire partenaire : Assumer une organisation en lien avec les territoires voisins
- Un territoire accueillant : Répondre à la demande par un besoin de diversification

Ainsi le projet de SCoT a été arrêté et le bilan de la concertation approuvé lors du conseil communautaire du 19 juin 2025. Conformément à l'article L 143-20 du code de l'urbanisme, le dossier arrêté a ensuite été transmis pour avis aux personnes publiques associées, aux communes membres et à la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers) qui a émis un avis favorable à la majorité de ses membres (2 abstentions). Les personnes consultées ayant répondu ont émis un avis favorable, avec ou sans remarques, recommandations ou réserves. Par arrêté n° 2025-003 du 23 septembre 2025, le Président de l'Etablissement de Coopération Intercommunale (EPCI) a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au projet de SCoT. Celle-ci s'est déroulée du lundi 13 octobre au jeudi 13 novembre 2025. Monsieur Claude CHEPEAU, Commissaire Enquêteur, s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations portant sur le projet arrêté du SCoT lors de quatre permanences dans les locaux de la Communauté de Communes du Pays de Pontchâteau / Saint-Gildas-des-Bois.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur fait état de 84 visites du site de l'enquête dématérialisée « registre numérique », de 130 téléchargements du dossier SCoT arrêté. La fréquentation totale des permanences s'élève à 3 personnes et 7 observations déposées.

Ces dernières portaient notamment sur les thématiques suivantes :

- L'enjeu de la transition du modèle agricole vers une agriculture plus durable

- L'intérêt du SCoT en matière de définition d'une stratégie d'évolution des parcs d'activités de l'Abbaye (Pontchâteau), de la Croix Daniel et la Mission (Saint-Gildas-des-Bois)
- La mobilité en lien avec la transition énergétique
- La prise en compte des thématiques environnementales et notamment celles liées à la qualité de l'eau, aux zones humides, paysage, nuisances sonores, biodiversité, pollution lumineuse.

Le Procès-Verbal de synthèse des observations du public a été remis le 20 novembre 2025 par le Commissaire Enquêteur. Comme suite au mémoire en réponse de la Communauté de communes, le Commissaire enquêteur a remis son rapport, ses conclusions motivées et son avis favorable sur le projet de SCoT. Le rapport d'enquête et les conclusions motivées sont annexés à la présente délibération.

Les modifications apportées au dossier de SCoT prêt à être approuvé et explicitées figurent dans l'annexe « document de suivi des évolutions arrêté/appro » annexées à la présente délibération. Elles n'ont pas pour effet de modifier l'économie générale du projet du SCoT, mais visent à apporter des précisions, corrections et compléments au dossier de SCoT pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées et consultées, des conclusions et de l'avis motivé du Commissaire Enquêteur.

Le projet de SCoT révisé prêt à être approuvé comprenant le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) incluant le Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique (DAACL), des annexes présentant le diagnostic du territoire, l'état initial de l'environnement, l'évaluation environnementale, la justification des choix retenus pour établir le PAS et le DOO, l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le DOO sont mis à disposition sur support numérique via le lien suivant : <https://laboitdelespace.fr/scot-cocpsq-appro/> (mdp : 44approCCPSG).

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-10,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 101-1 à L 101-3, L 103-2 à L 103-6, L 131-1 à L 131-3, L 143-29 et suivants, L 141-2 et suivants,
Vu la délibération du 1^{er} décembre 2022 prescrivant la mise en révision du SCOT du Pays de Pontchâteau / Saint-Gildas-des-Bois,

Vu la délibération du 28 septembre 2023 relative aux modalités de concertation du SCOT,
Vu le débat sur les orientations générales du PAS en Conseil Communautaire du 19 Décembre 2024,
Vu la délibération du 19 juin 2025 approuvant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de SCoT,
Vu l'avis de la CDPENAF,
Vu les avis des personnes publiques associées et consultées sur le projet de SCoT arrêté,
Vu l'arrêté n°2025-02 du Président de l'EPCI prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique,
Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 octobre au 13 novembre 2025 inclus,
Vu le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur,
Vu le projet de SCoT prêt à être approuvé tel qu'il est annexé à la présente délibération,

Considérant que le projet de SCoT comprend :

- Un projet d'aménagement stratégique (PAS),
- Un document d'orientation et d'objectifs (DOO), comprenant un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL),
- Des annexes (dont diagnostics du territoire, évaluation environnementale et justifications du projet).

Considérant qu'il convient d'apporter des modifications au dossier de schéma de cohérence territoriale tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire du 19 juin 2025 pour tenir compte des avis émis sur le projet de Scot arrêté par les personnes publiques associées à son élaboration, joints au dossier de l'enquête publique.

Considérant que ces modifications n'ont pas pour incidence de porter atteinte à l'économie général du projet, de sorte qu'elles peuvent être intégrées dans le SCoT en vue de son approbation,

Considérant que le projet de SCoT ainsi modifié est prêt à être approuvé.

Sur la proposition de Jacques BOURDIN, Vice-Président en charge de l'Aménagement,

Après avoir entendu toutes précisions, en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil communautaire :

- Approuve le projet de Schéma de cohérence territoriale du Pays de Pontchâteau / Saint-Gildas-des-Bois (CCPSG) tel que modifié et annexé à la présente délibération,
- Dit que la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'EPCI et dans les mairies des communes membres du territoire, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, elle sera également publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI,
- Dit que le dossier de SCoT révisé du Pays de Pontchâteau/saint-Gildas-des-Bois tel qu'approuvé par le Conseil Communautaire sera tenu à la disposition du public, pourra être consulté au siège de la Communauté de communes, aux heures et jours habituels d'ouverture et sera, dans le même temps mis en ligne sur son site internet,
- Dit que le SCoT révisé sera publié sur le Portail national de l'urbanisme et que la présente délibération sera publiée sur le site internet de l'EPCI pendant 2 mois,
- Dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la révision du SCoT de la CCPSG produiront leurs effets juridiques qu'après accomplissement de l'ensemble des formalités de publicité prévues ci-avant, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué,
- Dit que, conformément à l'article L 143-24 du Code de l'urbanisme, le SCoT révisé et la délibération qui l'approuve seront exécutoires deux mois après leur transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat, sauf si dans ce délai celle-ci a décidé de mettre en œuvre les dispositions de l'article L 143-25 du Code de l'Urbanisme,
- Charge Monsieur le Président de mettre en œuvre la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré aux jours, mois et an que dessus.

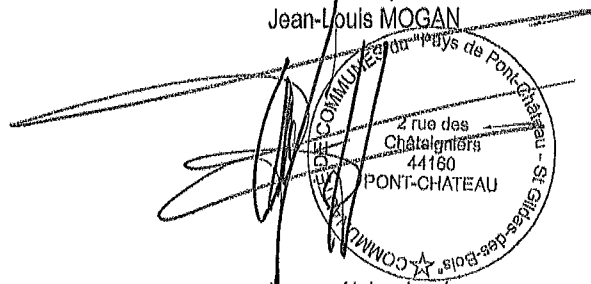
Suivent les signatures au Registre des délibérations.

• Transmis au représentant de l'Etat le :2.0. JAN. 2026

• Publié le :2.0. JAN. 2026

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication (saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr)

Le Président,
Jean-Louis MOGAN



Le secrétaire de séance,
Philippe JOUNY

